Ville de Saint-Philippe

Rapport Financier Consolidé

31 décembre 2020

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Philippe | 67010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claudie Boutin, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Philippe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature Claudie Boutin Date 29 juin 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Saint-Philippe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Philippe (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Philippe au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la Ville de Saint-Philippe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par la même auditrice qui auparavant, était associée à un autre cabinet, et qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 20 juillet 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Philippe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

·nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1

BCGO S.E.N.C.R.L.

BCGO S.E.N.C.R.L.
Salaberry-de-Valleyfield, le 29 juin 2021
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	10 253 025	10 404 811	9 981 590
Compensations tenant lieu de taxes	2	129 020	138 303	138 337
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 252 252	2 532 999	2 763 538
Services rendus	5	1 140 642	1 127 881	1 146 328
Imposition de droits	6	1 170 500	1 820 300	1 721 507
Amendes et pénalités	7	207 390	179 818	208 106
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	143 936	162 350	209 600
Autres revenus	10	151	117 840	47 367
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	15 296 916	16 484 302	16 216 373
Charges				
Administration générale	14	2 439 938	2 665 501	2 140 524
Sécurité publique	15	3 253 203	3 254 772	3 004 367
Transport	16	3 705 800	3 781 173	3 352 947
Hygiène du milieu	17	1 849 118	1 849 809	1 593 594
Santé et bien-être	18	55 485	55 474	56 500
Aménagement, urbanisme et développement	19	633 521	571 339	552 625
Loisirs et culture	20	2 000 418	1 453 864	1 776 302
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	457 890	388 042	363 525
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	14 395 373	14 019 974	12 840 384
Excédent (déficit) de l'exercice	25	901 543	2 464 328	3 375 989
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 433 491	24 057 502
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		27 433 491	24 057 502
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		29 897 819	27 433 491

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 296 316	5 423 523
Débiteurs (note 5)	2	5 953 795	4 520 106
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 250 111	9 943 629
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		306 750
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 900 931	1 999 951
Revenus reportés (note 12)	12	2 187 079	1 767 300
Dette à long terme (note 13)	13	18 599 733	15 285 617
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	380 409	331 675
Autres passifs (note 14)	15		
	16	24 068 152	19 691 293
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(11 818 041)	(9 747 664)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	41 572 904	37 053 156
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	105 818	105 818
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 18)	21	37 138	22 181
	22	41 715 860	37 181 155
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	29 897 819	27 433 491

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	901 543	2 464 328	3 375 989
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(4 755 000)	(6 426 526)	(1 543 361)
Produit de cession	3		191	4 505
Amortissement	4	1 715 650	1 906 687	1 853 261
(Gain) perte sur cession	5		(100)	3 572
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(3 039 350)	(4 519 748)	317 977
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(16 918)
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des autres actifs non financiers	11		(14 957)	7 845
	12		(14 957)	(9 073)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(2 137 807)	(2 070 377)	3 684 893
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(9 747 664)	(13 432 557)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(9 747 664)	(13 432 557)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(11 818 041)	(9 747 664)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 464 328	3 375 989
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	1 906 687	1 853 261
Autres			
▪	3		
▪ Perte (Gain) sur disposition	4	(100)	3 572
	5	4 370 915	5 232 822
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 433 689)	(664 483)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	900 980	(154 790)
Revenus reportés	9	419 779	169 861
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	48 734	49 206
Propriétés destinées à la revente	11		(16 918)
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(14 957)	7 845
	14	4 291 762	4 623 543
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 426 526)	(1 543 361)
Produit de cession	16	191	4 505
	17	(6 426 335)	(1 538 856)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 123 200	3 743 626
Remboursement de la dette à long terme	24	(809 675)	(805 422)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(306 750)	(3 133 976)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	591	(98)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	3 007 366	(195 870)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	872 793	2 888 817
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 423 523	2 534 706
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	5 423 523	2 534 706
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 296 316	5 423 523

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Philippe est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant: Régie intermunicipale de police Roussillon.

Les comptes de la ville et du partenariat auquel elle participe sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville.

Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Saint-Philippe excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour l'exercice est de 5.88 %.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèse et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisées à la valeur marchande. Les

immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	- 10, 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	- 10, 15, 20 et 40 ans
Véhicules	- 3, 5, 6, 7, 8, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 4, 5, 7 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 4,5, 6, 10 et 20 ans
Améliorations locatives	- 15 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial FTQ (RRFS - FTQ)auquel la ville participe est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite(RRS - DSF)auquel la ville participe est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régie intermunicipale de police Roussillon

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : Valeur lissée 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de

devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;

  - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 296 316	5 423 523
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	6 296 316	5 423 523
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 193 545	714 891
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	1 066 906	809 825
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	3 254 053	2 643 307
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	729 981	185 913
Organismes municipaux	15	426 902	558 813
Autres			
▪ Contribuables et divers	16	187 770	149 565
▪ Mutations à recevoir	17	288 183	172 683
	18	5 953 795	4 520 106
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 783 110	1 853 855
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 783 110	1 853 855
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	44 875	41 955

Note

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(191 875)	(160 204)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(188 534)	(171 471)
	37	(380 409)	(331 675)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	154 752	149 368
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	19 538	22 856
Régimes à cotisations déterminées	40	98 171	65 009
Autres régimes (REER et autres)	41	181 098	84 823
Régimes de retraite des élus municipaux	42	16 898	16 703
	43	470 457	338 759

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 600 000 $ pour ces opérations courantes portant intérêt au taux préférentiel (2.45 % au 31 décembre 2020) . Au 31 décembre 2020, le solde non utilisé de cette marge de crédit est de 600 000 $ (2019: 600 000 $).

La Régie intermunicipale de police Roussillon a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 1 000 000 $ au taux préférentiel minoré de 0.15%. Au 31 décembre 2020, cette marge de crédit n'est pas utilisée (2019 : NIL $).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Créditeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	1 441 090	952 926
Salaires et avantages sociaux	48	685 180	545 598
Dépôts et retenues de garantie	49	333 045	225 250
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur DLT	51	68 295	65 200
▪ Autres courus et passifs	52	250 918	71 173
▪ Organismes municipaux	53	122 403	139 804
▪	54		
▪	55		
	56	2 900 931	1 999 951

Note

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	895 292	884 411
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	1 054 384	651 468
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Régie de police Roussillon	67	1 360	1 510
▪ Divers	68	1 526	
▪	69		
▪ Transfert	70	234 517	229 911
	71	2 187 079	1 767 300

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2020	2019
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,85	3,31	2022	2040	72	18 599 732	15 277 796
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,15	5,70	2021	2021	76	1 030	9 441
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	18 600 762	15 287 237
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(1 029)	(1 620)
					82	18 599 733	15 285 617

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		1 002 913		1 030	1 003 943
2022	84		1 030 161			1 030 161
2023	85		1 033 725			1 033 725
2024	86		1 062 173			1 062 173
2025	87		1 070 881			1 070 881
2026 et plus	88		13 399 879			13 399 879
	89		18 599 732		1 030	18 600 762
Intérêts et frais accessoires	90			( )		( )
	91		18 599 732		1 030	18 600 762

Note

14. Autres passifs

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93		
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(11 818 041)	(9 747 664)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	( )	( )
Autres	101	( )	( )
	102	(11 818 041)	(9 747 664)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	5 186 241	4 346		5 190 587
Eaux usées	104	8 472 599	43 119		8 515 718
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	17 953 229	156 311		18 109 540
Autres					
▪ Autres	106	2 217 355	416 560		2 633 915
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	5 903 066	6 079 352	80 300	11 902 118
Améliorations locatives	110	250 223			250 223
Véhicules	111	2 791 931	520 788	35 745	3 276 974
Ameublement et équipement de bureau	112	790 046	224 619	152 257	862 408
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 492 124	13 767	121 150	1 384 741
Terrains	114	3 038 774	924 816		3 963 590
Autres	115	11 966			11 966
	116	48 107 554	8 383 678	389 452	56 101 780
Immobilisations en cours	117	5 922 432	(1 957 152)		3 965 280
	118	54 029 986	6 426 526	389 452	60 067 060
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	2 237 821	129 667		2 367 488
Eaux usées	120	3 918 602	219 164		4 137 766
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	6 163 239	893 127		7 056 366
Autres					
▪ Autres	122	761 789	111 259		873 048
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	1 287 641	146 750	80 300	1 354 091
Améliorations locatives	126	54 113	16 682		70 795
Véhicules	127	1 233 711	163 302	35 653	1 361 360
Ameublement et équipement de bureau	128	471 651	94 906	152 258	414 299
Machinerie, outillage et équipement divers	129	848 263	131 830	121 150	858 943
Autres	130				
	131	16 976 830	1 906 687	389 361	18 494 156
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	37 053 156			41 572 904
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	105 818	105 818
	139	105 818	105 818
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	105 818	105 818

Note

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Divers	142	18 799	6 844
▪ Organisme contrôlé	143	18 339	15 337
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	37 138	22 181

Note

19. Obligations contractuelles

Contrats

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement de contrats de fourniture d'eau et de services incendie, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 2 675 127 $. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2021	2022	2023	2024	2025 et suivantes
540 201 $	546 491 $	552 907 $	433 115 $	602 413 $

Régie intermunicipale de police Roussillon

La Régie intermunicipale de police Roussillon a contracté divers engagements de crédit auprès de différents organismes et/ou sociétés. Les principaux engagements sont liés à des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipements. La quote-part de ces engagements revenant à la Ville de Saint-Philippe au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

2021	28 559 $
2022	14 269 $
2023	7 202 $
2024	616 $

20. Droits contractuels

Programme de subvention

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 2 456 443 $ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 1 769 875 $ dans ces travaux. À la date des états financiers, 814 679 $ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 1 641 764 $ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Des subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisant 719 294 $ et venant à échéance entre 2031 et 2038 seront reçues au cours des prochains exercices. Les versements à recevoir au cours des cinq prochaines années sont les suivants :

2021	73 484 $
2022	70 256 $
2023	66 920 $
2024	63 471 $
2025	59 905 $
2026 et suivantes	385 258 $

Contrat de location

La ville a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2021 et 2023 et prévoient les revenus suivants:

2021	304 986 $
2022	106 914 $
2023	53 457 $

La ville a également conclu, avec la municipalité de Saint-Mathieu, une entente pour la fourniture de service pour l'interception et le traitement des eaux usées. Cette entente, d'une durée de vingt ans, vient à échéance le 31 décembre 2026. Par la suite, elle se renouvelle automatiquement par période successive de cinq ans. La participation financière de chacune des parties est établie en fonction de la charge hydraulique (55 %) et de la charge organique (45 %) revenant à chacune des municipalités.

De plus, la ville a signé une entente avec la municipalité de Saint-Mathieu relativement à la fourniture de service pour la protection contre l'incendie. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est entré en vigueur le 1er janvier 2009. Elle se renouvelle automatiquement par la suite, par période de cinq ans. Depuis 2017, la participation financière des parties est établie en fonction de la population desservie par ce service dans chacune des municipalités.

21. Passifs éventuels

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014,

chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque la Régie intermunicipale de police Roussillon n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2020	2019
	148		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Régie intermunicipale de police Roussillon est poursuivie pour une somme de 1 866 408 $ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice.

Cette réclamation est entre les mains des assureurs de la régie. Si celle-ci devait débourser une somme à l'égard de cette cause, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

D) Autres

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

22. Actifs éventuels
S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs
S/O

24. Données budgétaires
L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par la Régie intermunicipale de police Roussillon, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers
S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 MRC De Roussillon

La ville a conclu des ententes déléguant ses pouvoirs en matière de cour municipale, de gestion des matières résiduelles, de vente pour taxes et de développement économique et touristique à la M.R.C. De Roussillon.

27 Oeuvre d'art

La ville détient, à titre d'oeuvre d'art, une installation artistique de Carol Simard Laflamme. Cette oeuvre est installée à la bibliothèque et a été acquise dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

De plus, la ville a acquis, à titre d'oeuvre d'art, une murale sur verre fritté d'André Dubois. Cette oeuvre est installée au complexe Élodie-P.-Babin et a été acquise dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

Finalement, la ville détient, à titre d'oeuvre d'art, deux tableaux de Raymond Routhier. Ces tableaux sont installés à la bibliothèque et sont en consignation.

28 Incidence du Coronavirus (COVID-19)sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La ville a enregistré une augmentation de ses revenus en 2020 comparativement à 2019 liée principalement à des subventions supplémentaires et aux droits de mutation immobilière. Pour leur part, les charges de fonctionnement ont été maintenues au même niveau pour les deux exercices. En effet, la diminution des charges relatives aux loisirs en raison de l'annulation de certaines activités a compensé l'augmentation des charges observée dans les autres fonctions.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisque des revenus supplémentaires viendront combler un manque à gagner lié aux revenus de location de salle et d'activités de loisirs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 792 521	10 253 025	10 404 811			10 404 811
Compensations tenant lieu de taxes	2	138 337	129 020	138 303			138 303
Quotes-parts	3					1 393 183	
Transferts	4	656 659	634 100	1 389 236		2 269	1 391 505
Services rendus	5	1 115 061	1 108 870	1 096 017		31 864	1 127 881
Imposition de droits	6	1 123 065	922 250	1 478 187			1 478 187
Amendes et pénalités	7					179 818	179 818
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	200 487	139 700	157 201		5 149	162 350
Autres revenus	10	33 613		105 507		1 945	107 452
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	13 059 743	13 186 965	14 769 262		1 614 228	14 990 307
Investissement							
Taxes	13	189 069					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 102 977	1 615 720	1 141 494			1 141 494
Imposition de droits	16	598 442	248 250	342 113			342 113
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	9 137		10 388			10 388
Autres	18	3 306					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 902 931	1 863 970	1 493 995			1 493 995
	21	15 962 674	15 050 935	16 263 257		1 614 228	16 484 302
Charges							
Administration générale	22	1 972 231	2 275 253	2 495 056	170 445		2 665 501
Sécurité publique	23	2 759 847	2 990 055	3 012 058	99 967	1 535 930	3 254 772
Transport	24	2 297 370	2 748 960	2 685 229	1 095 944		3 781 173
Hygiène du milieu	25	1 244 703	1 500 743	1 498 945	350 864		1 849 809
Santé et bien-être	26	56 500	55 485	55 474			55 474
Aménagement, urbanisme et développement	27	550 336	631 226	570 277	1 062		571 339
Loisirs et culture	28	1 619 420	1 857 598	1 295 286	158 578		1 453 864
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	332 765	425 060	363 545		24 497	388 042
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 832 070	1 715 650	1 876 860	(1 876 860)		
	33	12 665 242	14 200 030	13 852 730		1 560 427	14 019 974
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 297 432	850 905	2 410 527		53 801	2 464 328

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 297 432	850 905	2 410 527	53 801	2 464 328
Moins : revenus d'investissement	2	(2 902 931)	(1 863 970)	(1 493 995)	( )	(1 493 995)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	394 501	(1 013 065)	916 532	53 801	970 333
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 832 070	1 715 650	1 876 860	29 827	1 906 687
Produit de cession	5				191	191
(Gain) perte sur cession	6	3 862			(100)	(100)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 835 932	1 715 650	1 876 860	29 918	1 906 778
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(595 096)	(696 770)	(701 966)	(36 964)	(738 930)
	18	(595 096)	(696 770)	(701 966)	(36 964)	(738 930)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(441 637)	(113 580)	(88 270)	(13 767)	(102 037)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	378 264	416 870		14 571	14 571
Réserves financières et fonds réservés	22	58 905	(129 105)	(322 447)	(18 444)	(340 891)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				25 389	25 389
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(4 468)	174 185	(410 717)	7 749	(402 968)
	26	1 236 368	1 193 065	764 177	703	764 880
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 630 869	180 000	1 680 709	54 504	1 735 213

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	2 902 931	1 493 995		1 493 995
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(52 421)	(3 171 607)	( )	(3 171 607)
Sécurité publique	3	(13 452)	( )	(36 629)	(36 629)
Transport	4	(489 876)	(1 664 499)	( )	(1 664 499)
Hygiène du milieu	5	(202 116)	(1 098 141)	( )	(1 098 141)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(5 029)	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	(742 396)	(455 650)	( )	(455 650)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(1 505 290)	(6 389 897)	(36 629)	(6 426 526)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(16 918)	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 142 545	4 123 200		4 123 200
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	441 637	88 270	13 767	102 037
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	(492 312)	1 686 829	1 767	1 688 596
Réserves financières et fonds réservés	17	108 178	53 546	21 095	74 641
	18	57 503	1 828 645	36 629	1 865 274
	19	677 840	(438 052)		(438 052)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 580 771	1 055 943		1 055 943

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 087 891	5 860 612	435 704	6 296 316
Débiteurs (note 5)	2	4 398 084	5 829 703	132 930	5 953 795
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	9 485 975	11 690 315	568 634	12 250 111
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	306 750			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 825 993	2 681 130	228 639	2 900 931
Revenus reportés (note 12)	12	1 765 790	2 185 719	1 360	2 187 079
Dette à long terme (note 13)	13	14 937 941	18 288 430	311 303	18 599 733
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			380 409	380 409
Autres passifs (note 14)	15				
	16	18 836 474	23 155 279	921 711	24 068 152
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(9 350 499)	(11 464 964)	(353 077)	(11 818 041)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	36 676 888	41 189 925	382 979	41 572 904
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	105 818	105 818		105 818
Stocks de fournitures	20				
Autres actifs non financiers (note 18)	21	6 844	18 799	18 339	37 138
	22	36 789 550	41 314 542	401 318	41 715 860
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 984 236	3 574 133	149 066	3 723 199
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 977 808	653 950	143 169	797 119
Réserves financières et fonds réservés	25	84 854	389 849	19 465	409 314
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	( )	( )	(465 953)	(465 953)
Financement des investissements en cours	27	(306 467)	441 223		441 223
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	23 698 620	24 790 423	202 494	24 992 917
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	27 439 051	29 849 578	48 241	29 897 819

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Rémunération	1	4 096 435	4 343 375	5 364 772	4 744 720
Charges sociales	2	1 083 385	1 099 225	1 411 030	1 175 749
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3			2 862	2 598
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	717 230	649 161	650 415	716 381
Autres biens et services	6	3 514 920	2 807 758	2 959 709	2 889 778
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	369 470	324 103	331 906	313 088
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	55 590	39 442	39 442	28 687
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11			16 694	21 750
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 593 350	2 659 473	1 266 290	1 029 420
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	5 500	8 684	17 724	13 375
Amortissement des immobilisations	17	1 715 650	1 876 860	1 906 687	1 853 261
Autres					
▪ Autres	18	37 500	37 500	37 500	7 767
▪ Réclamation dommages et int.	19	11 000	7 149	7 149	37 523
▪ Créances douteuses	20			7 794	6 287
	21	14 200 030	13 852 730	14 019 974	12 840 384

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 723 199	2 090 565
Excédent de fonctionnement affecté	2	797 119	2 125 548
Réserves financières et fonds réservés	3	409 314	106 970
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(465 953)	(459 910)
Financement des investissements en cours	5	441 223	(306 467)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	24 992 917	23 876 785
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	29 897 819	27 433 491
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 574 133	1 984 236
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	149 066	106 329
	11	3 723 199	2 090 565
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aqueduc - Égout	12	38 799	1 725 628
▪ Exercice suivant	13	607 971	245 000
▪ Règlement 369	14	7 180	7 180
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	653 950	1 977 808
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Régie inter. police Roussillon	22	143 169	147 740
▪	23		
▪	24		
	25	143 169	147 740
	26	797 119	2 125 548

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Infrastructure de rues - R435	27	193 165	
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	193 165	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	139 159	63 423
Organismes contrôlés et partenariats	38	19 465	22 116
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	57 525	21 431
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	216 149	106 970
	48	409 314	106 970

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(10 119)	(12 570)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(3 236)	(4 000)
Autres	52	(289 834)	(273 748)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	(30 917)	(18 399)
	54	(334 106)	(308 717)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
▪	58	( )	( )
▪	59	( )	( )
	60	(334 106)	(308 717)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
▪ Autre financement	72	(131 847)	(151 193)
▪	73	( )	( )
	74	(131 847)	(151 193)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
▪	79		
	80		
	81	(465 953)	(459 910)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	999 342	135 117
Investissements à financer	83	(558 119)	(441 584)
	84	441 223	(306 467)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	41 572 904	37 053 156
Propriétés destinées à la revente	86	105 818	105 818
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	41 678 722	37 158 974
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	41 678 722	37 158 974
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(18 599 733)	(15 285 617)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(1 029)	(1 620)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 783 110	1 853 855
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	131 847	151 193
	98	(16 685 805)	(13 282 189)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(16 685 805)	(13 282 189)
	101	24 992 917	23 876 785

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Régie intermunicipale de police de Roussillon offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(160 204)	(126 940)
Charge de l'exercice	4	(154 752)	(149 368)
Cotisations versées par l'employeur	5	123 081	116 104
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(191 875)	(160 204)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	5 338 244	4 817 419
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(5 795 678)	(5 230 755)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(457 434)	(413 336)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	265 559	253 132
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(191 875)	(160 204)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(191 875)	(160 204)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(457 434)	(413 336)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(457 434)	(413 336)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	210 979	206 666
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	210 979	206 666
Cotisations salariales des employés	21	(104 489)	(99 534)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	106 490	107 132
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	32 665	27 095
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	139 155	134 227
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	291 834	271 805
Rendement espéré des actifs	33	(276 237)	(256 664)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	15 597	15 141
Charge de l'exercice	35	154 752	149 368
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	353 298	249 465
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(276 237)	(256 664)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	77 061	(7 199)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	109 884	8 685
Prestations versées au cours de l'exercice	40	203 036	164 615
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	5 397 019	5 003 917
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	457 434	413 336
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	137 730	135 874
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	459 141	339 571
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,37 %	5,41 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,41 %	5,49 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Régie intermunicipale de police Roussillon possède un régime selon lequel elle s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5,00 % du dernier salaire gagné avant la retraite.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(171 471)	(155 529)
Charge de l'exercice	56	(19 538)	(22 856)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	2 475	6 914
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(188 534)	(171 471)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(238 631)	(211 410)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(238 631)	(211 410)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	50 097	39 939
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(188 534)	(171 471)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(188 534)	(171 471)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(238 631)	(211 410)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(238 631)	(211 410)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	10 825	15 314
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	10 825	15 314
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	10 825	15 314
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	3 036	1 314
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	13 861	16 628
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	5 677	6 228
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	5 677	6 228
Charge de l'exercice	87	19 538	22 856
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(12 008)	28 226
Prestations versées au cours de l'exercice	92	7 566	6 914
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,13 %	2,59 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	2,59 %	3,46 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	6,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	6,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2020	2020
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Saint-Philippe offre à ses employés cols blancs et cols bleus, un régime de retraite à cotisations déterminées. La contribution de l'employé et de l'employeur équivaut à 5% du salaire cotisable. Depuis 2020, elle offre aussi à ses employés pompiers, un régime de retraite simplifié. La contribution de l'employé et de l'employeur pour 2020 est de 3%.

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110	98 171	65 009
	111	98 171	65 009

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112	1

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés cadres de participer à un régime de retraite (REER Collectif) pour 9 % de leur rémunération de l'exercice précédent. La dépense ainsi encourue par la ville est imputée à la fonction municipale où oeuvre l'employé. Pour y avoir droit, l'employé doit cotiser 9 % de sa masse salariale.

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	181 098	84 823
Autres régimes	116		
	117	181 098	84 823

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	4 485	4 434
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	15 116	14 943
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	1 782	1 760
	122	16 898	16 703

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2020	2020	2020	2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	8 663 125	8 720 289	8 720 289	8 195 849
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				189 069
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	8 663 125	8 720 289	8 720 289	8 384 918
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	468 770	546 066	546 066	469 144
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	347 615	361 462	361 462	347 823
Matières résiduelles	13	703 465	707 245	707 245	706 571
Autres					
▪	14				
▪	15				
▪	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000	29 975	29 975	31 923
Service de la dette	18	39 050	39 774	39 774	41 211
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 589 900	1 684 522	1 684 522	1 596 672
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 589 900	1 684 522	1 684 522	1 596 672
	27	10 253 025	10 404 811	10 404 811	9 981 590

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2019**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	28 000	28 656	28 656	28 100
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	96 920	105 250	105 250	102 376
	36	124 920	133 906	133 906	130 476
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	124 920	133 906	133 906	130 476
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	3 685	3 804	3 804	7 218
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	415	593	593	643
Taxes d'affaires	44				
	45	4 100	4 397	4 397	7 861
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	129 020	138 303	138 303	138 337

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS		**Budget 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2019**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53		25 660	25 660	293
Sécurité publique					
Police	54			1 487	2 267
Sécurité incendie	55				
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	10 347	11 744	11 744	12 737
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60		796	796	826
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68				
Réseau de distribution de l'eau potable	69	270	2 901	2 901	890
Traitement des eaux usées	70	1 133	41 572	41 572	41 442
Réseaux d'égout	71				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	29 654	73 221	73 221	77 411
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73	70 346	99 769	99 769	104 275
Tri et conditionnement	74				
Autres	75		13 627	13 627	6 741
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2019**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				99 902
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	73 340	52 427	52 427	56 752
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	31 200	41 012	41 012	33 646
Autres	89				
Réseau d'électricité	90				
	91	216 290	362 729	364 216	437 182

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2019**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92	129 740	52 547	52 547	
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95				138 490
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97	1 160 980	1 063 546	1 063 546	61 091
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107				
Réseau de distribution de l'eau potable	108				266 701
Traitement des eaux usées	109	175 000	25 401	25 401	129 240
Réseaux d'égout	110				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		**2020**	**2020**	**2020**	**2019**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126	150 000			1 507 455
Activités culturelles					
Bibliothèques	127				
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130	1 615 720	1 141 494	1 141 494	2 102 977

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2019**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135				
Fonds de développement des territoires	136				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137				
Dotation spéciale de fonctionnement	138		57 356	57 356	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139				
Autres	140	417 810	969 151	969 933	223 379
	141	417 810	1 026 507	1 027 289	223 379
TOTAL DES TRANSFERTS	142	2 249 820	2 530 730	2 532 999	2 763 538

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Budget 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2019**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	143				
Évaluation	144				
Autres	145				
	146				
Sécurité publique					
Police	147				
Sécurité incendie	148	419 130	479 544	479 544	435 174
Sécurité civile	149				
Autres	150				
	151	419 130	479 544	479 544	435 174
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	152				
Enlèvement de la neige	153				
Autres	154				
Transport collectif	155				
Autres	156				
	157				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158				
Réseau de distribution de l'eau potable	159				
Traitement des eaux usées	160	50 000	49 983	49 983	37 440
Réseaux d'égout	161				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	162				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	163				
Tri et conditionnement	164				
Autres	165				
Autres	164				
Cours d'eau	167				
Protection de l'environnement	168				
Autres	169				
	170	50 000	49 983	49 983	37 440

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		**2020**	**2020**	**2020**	**2019**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179				
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182				
Réseau d'électricité	183				
	184	469 130	529 527	529 527	472 614

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2020**	**Réalisations 2019**
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	297 555	367 049	367 049	298 600
	188	297 555	367 049	367 049	298 600
Sécurité publique					
Police	189			31 864	31 267
Sécurité incendie	190	15 400	15 914	15 914	12 678
Sécurité civile	191				
Autres	192				
	193	15 400	15 914	47 778	43 945
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	194	17 150	21 652	21 652	18 654
Enlèvement de la neige	195	67 000	55 024	55 024	67 371
Autres	196				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	197	3 500	7 619	7 619	6 458
Transport adapté	198				
Transport scolaire	199				
Autres	200				
Autres	201				
	202	87 650	84 295	84 295	92 483
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203				
Réseau de distribution de l'eau potable	204	6 000	7 526	7 526	(26 171)
Traitement des eaux usées	205				
Réseaux d'égout	206				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	207				
Matières recyclables	208	8 000	2 482	2 482	9 668
Autres	209				
Cours d'eau	210				
Protection de l'environnement	211				
Autres	212				
	213	14 000	10 008	10 008	(16 503)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	214				
Sécurité du revenu	215				
Autres	216				
	217				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	218				
Rénovation urbaine	219				
Promotion et développement économique	220				
Autres	221				
	222				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	223	222 385	88 384	88 384	251 641
Activités culturelles					
Bibliothèques	224	2 750	840	840	3 548
Autres	225				
	226	225 135	89 224	89 224	255 189
Réseau d'électricité	227				
	228	639 740	566 490	598 354	673 714
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	1 108 870	1 096 017	1 127 881	1 146 328

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	230	120 500	183 087	183 087	122 619
Droits de mutation immobilière	231	650 000	1 237 408	1 237 408	891 105
Droits sur les carrières et sablières	232	400 000	399 805	399 805	707 783
Autres	233				
	234	1 170 500	1 820 300	1 820 300	1 721 507
AMENDES ET PÉNALITÉS	235			179 818	208 106
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	139 700	157 201	162 350	209 600
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238			100	(3 572)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240				
Contributions des promoteurs	241		10 388	10 388	25 144
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242				
Contributions des organismes municipaux	243				3 306
Autres contributions	244				
Redevances réglementaires	245				
Autres	246		105 507	107 352	22 489
	247		115 895	117 840	47 367
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	167 290	154 560		154 560	154 560	163 901
Greffe et application de la loi	2	498 770	484 778		484 778	484 778	353 875
Gestion financière et administrative	3	1 401 856	1 648 870	170 445	1 819 315	1 819 315	1 505 483
Évaluation	4	75 120	87 137		87 137	87 137	42 072
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6	132 217	119 711		119 711	119 711	75 193
▪	7						
	8	2 275 253	2 495 056	170 445	2 665 501	2 665 501	2 140 524
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 398 135	1 393 183		1 393 183	1 535 930	1 460 239
Sécurité incendie	10	1 571 720	1 594 925	99 967	1 694 892	1 694 892	1 520 706
Sécurité civile	11		3 462		3 462	3 462	1 452
Autres	12	20 200	20 488		20 488	20 488	21 970
	13	2 990 055	3 012 058	99 967	3 112 025	3 254 772	3 004 367
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 832 630	1 974 509	1 028 973	3 003 482	3 003 482	2 569 843
Enlèvement de la neige	15	486 655	316 295	35 566	351 861	351 861	437 328
Éclairage des rues	16	52 000	72 697	31 405	104 102	104 102	78 128
Circulation et stationnement	17	66 500	52 161		52 161	52 161	44 669
Transport collectif							
Transport en commun	18	311 175	269 567		269 567	269 567	222 979
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 748 960	2 685 229	1 095 944	3 781 173	3 781 173	3 352 947

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	201 000	201 936		201 936	201 936	166 506
Réseau de distribution de l'eau potable	24	187 685	154 604	124 884	279 488	279 488	257 764
Traitement des eaux usées	25	433 520	399 631	225 611	625 242	625 242	588 926
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	114 155	115 098	369	115 467	115 467	138 826
Élimination	28	147 015	153 989		153 989	153 989	186 390
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	151 865	151 493		151 493	151 493	123 342
Tri et conditionnement	30	45 500	45 473		45 473	45 473	36 943
Matières organiques							
Collecte et transport	31	75 871	119 172		119 172	119 172	21 651
Traitement	32	79 250	37 768		37 768	37 768	20 818
Matériaux secs	33	52 516	40 265		40 265	40 265	42 694
Autres	34	10 988	7 494		7 494	7 494	8 226
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37		70 609		70 609	70 609	
Protection de l'environnement	38	1 378	1 413		1 413	1 413	1 508
Autres	39						
	40	1 500 743	1 498 945	350 864	1 849 809	1 849 809	1 593 594
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	55 485	54 504		54 504	54 504	55 512
Sécurité du revenu	42						
Autres	43		970		970	970	988
	44	55 485	55 474		55 474	55 474	56 500

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	582 623	508 528	1 062	509 590	509 590	397 681
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	37 378	50 524		50 524	50 524	36 830
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	11 225	11 225		11 225	11 225	118 114
	52	631 226	570 277	1 062	571 339	571 339	552 625
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	689 850	564 577	14 847	579 424	579 424	675 510
Patinoires intérieures et extérieures	54	151 390	38 945		38 945	38 945	137 588
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	616 945	359 592	108 758	468 350	468 350	520 251
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	41 000	473		473	473	84 688
Autres	59	41 075	14 166		14 166	14 166	20 378
	60	1 540 260	977 753	123 605	1 101 358	1 101 358	1 438 415
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	310 590	312 666	34 973	347 639	347 639	331 238
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	6 748	4 867		4 867	4 867	6 649
	66	317 338	317 533	34 973	352 506	352 506	337 887
	67	1 857 598	1 295 286	158 578	1 453 864	1 453 864	1 776 302

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	425 060	363 545		363 545	370 709	317 549
Autres frais	70					639	24 226
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					16 521	21 369
Autres	72					173	381
	73	425 060	363 545		363 545	388 042	363 525
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 715 650	1 876 860	(1 876 860)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Philippe | 67010 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			6 546
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	1 072 741	1 072 741	70 248
Conduites d'égout	4	25 401	25 401	38 927
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 115 552	1 115 552	402 617
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	15 303	15 303	5 643
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	89 559	89 559	566 357
Autres infrastructures	11	52 547	52 547	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 575 450	2 576 667	69 412
Édifices communautaires et récréatifs	14			153 897
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	490 241	505 775	17 944
Ameublement et équipement de bureau	18	13 274	19 386	83 241
Machinerie, outillage et équipement divers	19	15 013	28 779	45 826
Terrains	20	924 816	924 816	82 703
Autres	21			
	22	6 389 897	6 426 526	1 543 361

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	25 401	25 401	32 381
Autres infrastructures	27	1 272 961	1 272 961	974 617
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			6 546
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30	1 072 741	1 072 741	70 248
Conduites d'égout	31			6 546
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	4 018 794	4 055 423	453 023
	34	6 389 897	6 426 526	1 543 361

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	373 541		28 311	345 230
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	13 059 841	4 123 200	710 619	16 472 422
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	13 433 382	4 123 200	738 930	16 817 652
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 853 855		70 745	1 783 110
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 853 855		70 745	1 783 110
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 853 855		70 745	1 783 110
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 853 855		70 745	1 783 110
	19	15 287 237	4 123 200	809 675	18 600 762
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	15 287 237	4 123 200	809 675	18 600 762

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	18 288 430
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	535 547
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 783 110
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	17 040 867
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	312 334
Endettement net à long terme	17	17 353 201
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	272 746
Communauté métropolitaine	19	43 146
Autres organismes	20	683 708
Endettement total net à long terme	21	18 352 801
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	18 352 801
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	75 120	87 137	87 137	42 072
Autres	3	67 818	59 659	59 659	81 438
Sécurité publique					
Police	4	1 398 135	1 393 183		
Sécurité incendie	5				1 563
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	311 175	269 567	269 567	220 475
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	592 160	594 689	594 689	507 839
Cours d'eau	13		70 609	70 609	
Protection de l'environnement	14	1 378	1 413	1 413	1 508
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	55 485	54 504	54 504	55 512
Autres	17		970	970	988
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	16 428	14 441	14 441	17 176
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	37 378	50 524	50 524	36 830
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	38 273	62 777	62 777	64 019
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	2 593 350	2 659 473	1 266 290	1 029 420

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	125 444	42 267
Charges sociales	2	36 185	12 570
Biens et services	3	6 156 889	1 312 988
Frais de financement	4	71 379	137 465
Autres	5		
	6	6 389 897	1 505 290

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	12,61	40,00	26 232,00	1 515 951	433 144	1 949 095
Professionnels	2	1,54	35,00	2 811,00	204 857	72 499	277 356
Cols blancs	3	9,81	35,00	17 851,00	559 266	162 454	721 720
Cols bleus	4	18,54	40,00	38 573,00	1 281 776	320 603	1 602 379
Policiers	5						
Pompiers	6	30,11	16,00	25 051,00	794 536	123 508	918 044
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	72,61		110 518,00	4 356 386	1 112 208	5 468 594
Élus	9	7,00			112 433	23 202	135 635
	10	79,61			4 468 819	1 135 410	5 604 229

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	2 901				2 901
Traitement des eaux usées	14	14 713	6 325	45 935		66 973
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	790 123	569 475	595 233	506 025	2 460 856
	17	807 737	575 800	641 168	506 025	2 530 730

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	95 508	77 390
	4	95 508	77 390
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	12 356	14 293
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	12 356	14 293
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	139 418	163 222
Enlèvement de la neige	11	3 290	812
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	142 708	164 034
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	179	339
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 555	6 882
Traitement des eaux usées	18	13 266	13 998
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	20 000	21 219
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	79 991	41 189
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	12 982	14 640
Autres	38		
	39	92 973	55 829
Réseau d'électricité	40		
	41	363 545	332 765

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Johanne Beaulac	Maire	23 971	9 967	19 723	7 183
Sylvie Messier	Conseiller	7 999	4 000		
Vincent Lanteigne	Conseiller	7 999	4 000		
Manon-Josée D'Auteuil	Conseiller	7 999	4 000		
Martine Labelle	Conseiller	7 999	4 000		
Justin Gagné	Conseiller	7 999	4 000		
Dany Goyette	Conseiller	7 999	4 000		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	500 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2		3 X	4

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5	X	6	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	410 686 $		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8	X	9	

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	$
Ligne 13 : Débiteurs	15	$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	$
Ligne 18 : Créditeurs et charges à payer	18	$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		OUI	NON
6.	La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :		
	a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 X	21
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22 413 304 $	
	b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 X	24
	Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25 106 532 $	
	c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26	27 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28 $	
	d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29	30 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31 $	
7.	La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32	33 X
	Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34	35
	Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
8.	La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :		
	a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36	37 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38 $	
	b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39	40 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41 $	
9.	La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42	43 X
	Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
	a) crédits de taxes	44 $	
	b) autres formes d'aide	45 $	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020	46	$
Facteur comparatif de 2020	47	
Valeur uniformisée	48	$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 49 $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	50	$
▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	51	$
b) Dépenses d'investissement	52	$
c) Total des frais encourus admissibles	53	$
d) Description des dépenses d'investissement :		

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	54	
b) Date d'adoption de la résolution	55	

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 56 [X] 57 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution	58	18-11-247
b) Date d'adoption de la résolution	59	2018-11-13

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	60	
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	61	

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	62	
d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :	63	
Indiquer la race de chien		
e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :		
▪ a causé sa mort	64	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave 65 _____

Indiquer la race de chien

f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 66 _____

g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 67 _____

Dispositions pénales

h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39) 68 _____

i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 69 ☐ 70 ☐

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Saint-Philippe [67010]

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la secrétaire-trésorière de la Ville de Saint-Philippe

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Philippe (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales»).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L.[1]

BCGO S.E.N.C.R.L.
Salaberry-de-Valleyfield, le 29 juin 2021
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	10 404 811
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	207 003
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	29 975
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	10 167 833

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	956 883 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	973 425 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	965 154 350

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0535 / 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	2			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».						
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Philippe | 67010 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	8 729 986
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	195 757
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	8 925 743
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	493 075
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	379 503
Matières résiduelles	13	736 960
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000
Service de la dette	18	32 465
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 673 003
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 673 003
	27	10 598 746

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	28 594
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	104 171
	9	132 765
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	132 765
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	4 192
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	649
Taxes d'affaires	17	
	18	4 841
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	137 606

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x		/100 $					
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	801 691 045	x	0,8530	/100 $	6 838 424				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	9 239 860	x	0,9704	/100 $	89 663				
Immeubles non résidentiels	4	36 176 343	x	1,4505	/100 $	524 737				
Immeubles industriels	5		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	6		x		/100 $					
Autres	7	12 560 600	x	1,7060	/100 $	214 283				
Immeubles agricoles	8	124 604 900	x	0,8530	/100 $	1 062 879				
Total	9					8 729 986	( )	( )		8 729 986
Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	10		x		/100 $					
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	13		x		/100 $					
Immeubles industriels	14		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	15		x		/100 $					
Autres	16		x		/100 $					
Immeubles agricoles	17		x		/100 $					
Total	18						( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxes spéciales										
Activités de fonctionnement (taux unique)	19		x		/100 $					
Activités de fonctionnement (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	20		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	22		x		/100 $					
Immeubles industriels	23		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	24		x		/100 $					
Autres	25		x		/100 $					
Immeubles agricoles	26		x		/100 $					
Total	27						( )	( )		
Taxes spéciales										
Activités d'investissement (taux unique)	28	984 272 748	x	0,0200	/100 $	195 757				
Activités d'investissement (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	31		x		/100 $					
Immeubles industriels	32		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	33		x		/100 $					
Autres	34		x		/100 $					
Immeubles agricoles	35		x		/100 $					
Total	36					195 757	( )	( )		195 757
		Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x		%		( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	190,00 $
Égout	2	$
Eau et égout	3	$
Traitement des eaux usées	4	149,00 $
Matières résiduelles	5	125,00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Piscine	25,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Eau commerciale	240,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Surplus consommation d'eau	0,3247	7 - autres (préciser)	mètre cube
Matières recyclables	75,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
R369 - bassin A	1,6403	2 - du mètre carré	
R369 - bassin B	1,1388	2 - du mètre carré	
Réseau régional d'aqueduc entretien	0,1500	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Matières organiques	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	10 598 746
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	216 154
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	31 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	10 351 592

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	984 272 748
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	1,0517 / 100 $

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	531 972			216 795	91 511	1 086 703
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	41 094					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	573 066			216 795	91 511	1 086 703

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

			Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	6 998 762			8 925 743
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	32 465			32 465
Autres	5	1 568 444			1 609 538
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	8 599 671			10 567 746

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
▪ Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14	
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17	
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20	
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	922 532 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-08				
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	13 319 324 $				
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	860 100 $				
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	486 158 $				
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	$				